

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3772

[2008/203758]

**25 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon  
fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle  
et aux installations d'épuration individuelle**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, rendu le 24 janvier 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 30 janvier 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 44.334/4, donné le 11 juin 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires.

**Art. 2.** Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux unités et aux installations d'épuration individuelle visées par les rubriques 90.11 et 90.12 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Art. 3.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par établissement existant : un établissement dûment autorisé ou déclaré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.

CHAPITRE II. — *Implantation*

**Art. 4.** La capacité de traitement exprimée en EH est calculée en se basant sur le tableau repris à l'annexe I<sup>re</sup>. La capacité de traitement ne peut pas être inférieure à 5 EH.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Toute unité ou installation d'épuration individuelle comprend un volume de prétraitement et de stockage unique assurant une rétention des boues, dimensionné dans le respect de l'annexe II.

Les dispositifs de traitement par filtres plantés à écoulement vertical peuvent ne pas être équipés d'un prétraitement.

§ 2. Tout transfert de matières entre le volume de stockage des boues et le volume de traitement ne peut se faire que via les canalisations immergées prévues à cet effet.

Un système d'extraction assure la reprise efficace de toutes les boues en excès vers le volume de stockage.

Le volume de stockage des boues est muni d'un système de ventilation d'un diamètre minimum de 80 mm, séparé du circuit des eaux épurées et des eaux pluviales et placé à une hauteur suffisante pour éviter les nuisances olfactives.

En situation de relevage des eaux usées domestiques avant prétraitement et traitement, le débit ponctuel appliqué sur l'appareil épuratoire ne peut perturber son bon fonctionnement avec dégradation des conditions d'émission.

Les cuves, bassins, lagunes, canalisations et raccordements sont étanches

§ 3. Le traitement des eaux usées domestiques par lit bactérien anaérobie ainsi qu'aérobie par percolation est interdit.

Les dispositifs d'infiltration ne sont pas considérés comme élément de traitement.

§ 4. Les éléments fermés composant le système d'épuration individuelle sont équipés d'orifices de dimension nominale de 60 cm minimum et munis d'un couvercle amovible et accessible permettant la vérification du fonctionnement et l'entretien du dispositif.

L'accès au volume de prétraitement, s'il est commun avec d'autres parties, garantit le soutirage des boues sans risque de détérioration des équipements et canalisations. Les volumes de traitement et de clarification secondaire peuvent avoir un accès commun.

La dimension des orifices de visite permet de procéder aux réglages de fonctionnement, à l'entretien et au remplacement des pièces d'usures selon les modalités reprises dans le guide d'exploitation.

§ 5. Dans le cas de lagunes ou tout autre dispositif de traitement à l'air libre, l'accès au site est strictement contrôlé.

Dans le cas de dispositifs enterrés, l'accessibilité aux cuves ainsi qu'aux appareils annexes est strictement contrôlée.

Le site doit être accessible aux fins d'opérations de maintenance et d'entretien.

**Art. 6.** Les appareils électromécaniques nécessaires au bon fonctionnement du système d'épuration individuelle sont installés dans un endroit sec, aéré, et équipés d'une alarme prévenant de tout dysfonctionnement.

**Art. 7.** Lorsque les eaux usées domestiques sont constituées principalement d'eaux issues du secteur de la restauration alimentaire, le placement d'un dégraisseur d'un volume minimum de 500 litres pour une unité d'épuration individuelle ou d'un volume minimum de 800 litres pour une installation d'épuration individuelle est obligatoire.

**Art. 8.** A l'exception de l'éventuel dégraisseur et des éléments électromécaniques, les éléments constituant le système d'épuration individuelle sont placés à l'extérieur des immeubles desservis, sauf dispositifs conçus spécifiquement pour être placés à l'intérieur des immeubles.

**Art. 9.** Le dispositif de contrôle permet le prélèvement d'un flacon d'une contenance minimale de 1 litre et répond aux prescriptions de l'annexe III.

**Art. 10.** Les eaux épurées provenant du dernier élément de traitement du système d'épuration individuelle sont évacuées, au besoin à l'aide d'une pompe de relevage, par un des dispositifs autorisés d'évacuation par infiltration repris à l'annexe IV ou, si cela s'avère impossible au terme d'un test de perméabilité, dans une voie artificielle d'écoulement ou dans une eau de surface ordinaire.

Afin de prévenir tout risque de colmatage, l'installation d'un filtre est requise lorsque l'évacuation des eaux épurées s'effectue par infiltration.

L'évacuation par un puits perdant des eaux épurées par une unité d'épuration individuelle non située dans une zone de protection de captage est autorisée pour autant qu'aucun autre mode d'évacuation ne soit possible.

L'évacuation par un puits perdant des eaux épurées par une installation d'épuration individuelle est interdite.

Le rejet des eaux épurées dans une zone de baignade est interdit, sauf si ces eaux sont désinfectées avant rejet par un dispositif de désinfection agréé.

Le rejet des eaux épurées par une installation d'épuration individuelle dans une zone d'amont est interdit, sauf si ces eaux sont désinfectées avant rejet par un dispositif de désinfection agréé.

#### CHAPITRE III. — *Exploitation, entretien*

**Art. 11.** Les eaux prélevées au dispositif de contrôle défini à l'annexe III respectent les conditions d'émission suivantes :

Paramètres	Concentration	Méthode de mesure de référence
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20 °C) sans nitrification)	30 mg/l O <sub>2</sub> (1) ou 50 mg/l O <sub>2</sub> (2)	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté.
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l O <sub>2</sub> (1) ou 160 mg/l O <sub>2</sub> (2)	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté..
Total des matières solides en suspension (MES) Facultatif	40 mg/l (1) ou 60 mg/l (2)	
Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage doivent être effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne doit pas dépasser 150 mg/l.		

(1) En moyenne sur 24 heures.

(2) Maximum sur un échantillon ponctuel.

**Art. 12.** Seules les eaux usées domestiques à l'exception des eaux pluviales et des eaux claires parasites sont traitées par le système d'épuration individuelle. Les eaux pluviales et les eaux claires parasites ne peuvent en aucun cas transiter par un des éléments composant le système d'épuration individuelle.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque plusieurs habitations sont raccordées sur une même installation d'épuration individuelle, les eaux usées peuvent être acheminées par un égout unitaire existant en respectant les dispositions suivantes :

1° aucune eau claire parasite ne peut transiter dans l'égout unitaire alimentant l'installation d'épuration individuelle;

2° l'installation d'épuration individuelle est précédée d'un dispositif de gestion des eaux pluviales tel qu'un déversoir d'orage, un bassin d'orage ou un dispositif de stockage temporaire assurant une restitution régulée des eaux pluviales dans le milieu récepteur;

3° l'installation d'épuration individuelle et le dispositif de gestion des eaux pluviales sont dimensionnés de telle manière que le débit supplémentaire éventuel de temps de pluie alimentant le système ne puisse entraîner de détérioration du fonctionnement avec dégradation des conditions d'émission visées à l'article 11.

**Art. 13.** L'exploitant veille au bon état de fonctionnement de son système d'épuration individuelle. L'intervalle entre deux entretiens dont les prestations minimum sont décrites à l'annexe V ne peut excéder une année.

L'intervalle entre 2 vidanges ne peut excéder quatre ans pour les unités d'épuration individuelle ou deux ans pour les installations d'épuration individuelle.

Les systèmes d'épuration individuelle ainsi que les dégraisseurs sont vidangés par des vidangeurs agréés.

**Art. 14.** L'exploitant produit lors de tout contrôle aux personnes ou organismes habilités à cette fin par le Gouvernement wallon, les justificatifs d'entretien et les attestations de vidange établies par un vidangeur agréé.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires, modificatives, transitoires et finales*

**Art. 15.** L'arrêté royal du 3 août 1976 portant règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales est abrogé pour ce qui concerne les établissements visés par le présent arrêté.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Les articles 6, 13 et 14 du présent arrêté s'appliquent aux établissements existants.

§ 2. Les articles 7 et 9 du présent arrêté s'appliquent au 1<sup>er</sup> janvier 2010 aux établissements existants.

§ 3. Les eaux épurées issues des établissements existants répondent aux conditions d'émission de l'annexe VI.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

**Art. 18.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 septembre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

ANNEXE I<sup>re</sup>*Notion d'équivalent habitant*

La capacité utile du système d'épuration individuelle est déterminée en fonction du nombre d'équivalent habitant (EH) de l'habitation ou du groupe d'habitations desservies par le système. Elle est d'au moins 5 EH.

Pour les habitations unifamiliales qui ne génèrent que des eaux usées domestiques, la charge polluante produite quotidiennement s'exprime par un nombre d'équivalent habitant égal au nombre d'occupants. Dans le cas de raccordement de plusieurs habitations sur le même système d'épuration individuelle, la charge polluante est comptabilisée sur un nombre minimum de 4 EH par habitation.

Pour les autres habitations, le nombre d'équivalent-habitant correspondant à la charge polluante contenue dans les eaux usées domestiques est évalué comme suit :

Bâtiment ou complexe	Nombre d'équivalent habitant (EH)
Usine, atelier	1 ouvrier = 1/2 EH
Bureau	1 employé = 1/3 EH
Ecole sans bains, douche ni cuisine (externat)*	1 élève = 1/10 EH
Ecole avec bains sans cuisine (externat)*	1 élève = 1/5 EH
Ecole avec bains et cuisine (externat)*	1 élève = 1/3 EH
Ecole avec bains et cuisine (internat)*	1 élève = 1 EH
Hôtel, pension*	1 lit = 1 EH
Camping - emplacements de passage	1 emplacement = 1,5 EH
Camping - emplacements résidentiels	1 emplacement résidentiel = 2 EH
Caserne	1 personne (prévue) = 1 EH
Restaurant*	1 couvert servi = 1/4 EH Nbre EH = 1/4 EH × nombre moyen de couverts servis chaque jour
Théâtre, cinéma, salle des fêtes, débits de boisson	1 place = 1/30 EH
Plaine de sports*	1 place = 1/20 EH
Home, centre spécifique de soins, prisons*	1 lit = 1,5 EH

Pour les bâtiments ou complexes annotés d'un astérisque, le nombre d'EH calculé d'après le tableau est augmenté de 1/2 EH par membre du personnel attaché à l'établissement. Dans la détermination de la capacité utile nécessaire, il y a lieu de tenir compte d'une augmentation éventuelle du nombre d'utilisateurs du bâtiment ou du complexe raccordé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle

Namur, le 25 septembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## ANNEXE II

*Dispositions relatives aux éléments de prétraitement et de stockage des boues*

Capacité nominale d'épuration (EH)	Volume utile minimum, en m <sup>3</sup> Boues primaires seules	Volume utile minimum, en m <sup>3</sup> Boues mixtes (primaires et secondaires mélangées)
5 - 10	320 l/EH avec un minimum de 3 m <sup>3</sup>	560 l/EH avec un minimum de 3 m <sup>3</sup>
11 - 20	215 l/EH avec un minimum de 3.2 m <sup>3</sup>	350 l/EH avec un minimum de 5.6 m <sup>3</sup>
21 - 50	150 l/EH avec un minimum de 4.3 m <sup>3</sup>	240 l/EH avec un minimum de 7 m <sup>3</sup>
51 - 99	120 l/EH avec un minimum de 7.5 m <sup>3</sup>	180 l/EH avec un minimum de 12 m <sup>3</sup>

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle.

Namur, le 25 septembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## ANNEXE III

*Dispositif de contrôle*

Le dispositif de contrôle visé à l'article 9 répond aux exigences suivantes :

1° permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux épurées déversées;

2° être facilement accessible sans formalité préalable;

3° être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux, soit :

*a)* intégré dans le compartiment de clarification : il est réalisé sur le dispositif de sortie. D'un accès aisé depuis la trappe de visite, il est composé d'un conduit ouvert permettant le prélèvement des eaux juste avant la sortie;

*b)* ou intégré dans la chambre de visite posée à une distance n'excédant pas 2 mètres après le dernier élément de traitement de la filière : équipée d'un orifice de dimension nominale de 60 cm, la chambre de visite permet le prélèvement direct sous la conduite d'entrée des eaux dans ladite chambre de visite.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle.

Namur, le 25 septembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## ANNEXE IV

*Dimensionnement des dispositifs d'évacuation par infiltration*

Le dimensionnement du dispositif d'évacuation par infiltration fait l'objet d'une note de calcul intégrant plusieurs paramètres liés aux caractéristiques du sol en place.

En cas d'évacuation des eaux pluviales par le même dispositif, les bases de dimensionnement devront prendre en compte le débit supplémentaire généré par les eaux pluviales.

*a)* Type de sol et vitesse d'infiltration :

Sol sableux : vitesse d'infiltration comprise entre  $4.10^{-3}$  m/s et  $2.10^{-5}$  m/s.

Sol sablo limoneux : vitesse d'infiltration comprise entre  $2.10^{-5}$  m/s et  $6.10^{-6}$  m/s.

Sol limoneux : vitesse comprise entre  $6.10^{-6}$  m/s et  $10^{-6}$  m/s.

L'infiltration ne peut être envisagée pour des vitesses d'infiltration supérieures à  $4.10^{-3}$  m/s et inférieures à  $10^{-6}$  m/s.

La vitesse d'infiltration doit être mesurée in situ via un test de perméabilité.

*b)* Profondeur de la nappe phréatique :

Si la profondeur de la nappe phréatique est inférieure à 1 m, l'évacuation des eaux épurées ne peut s'effectuer que par un tertre d'infiltration hors sol ou par un autre mode d'évacuation autorisé que l'infiltration.

*c)* Tranchées d'infiltration ou drains dispersants :

Longueur maximum : 30 mètres à partir du point d'alimentation.

Section minimale de  $0,6\text{m} \times 0,6\text{m}$

L'entre axe entre chaque tranchée ou drain ne peut être inférieure à 2 m.

Sol	Profondeur de la nappe en m (N)	Longueur totale min. des drains en m, pour une capacité de 5 EH	Longueur supplémentaire en m par EH
Sableux	$1 < N < 1,5$	35	8
	$N > 1,5$	25	
Sablo limoneux	$1 < N < 1,5$	50	13
	$N > 1,5$	42	
Limoneux	$1 < N < 1,5$	85	17
	$N > 1,5$	70	

*d)* Tertre d'infiltration - Hauteur minimale de 0,70 m.

Sol	Surface min. du filtre en $\text{m}^2$ pour une capacité de 5 EH	Surface supplémentaire par EH en $\text{m}^2$
Sableux	35	6,5
Sablo limoneux	55	11
Limoneux	75	16,6

e) Filtre à sable - Epaisseur minimale de 0,75 m.

Sol	Surface min. du filtre en m <sup>2</sup> pour une capacité de 5 EH	Surface supplémentaire par EH en m <sup>2</sup>
Sableux Sablo limoneux Limoneux	40	8,5

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle.

Namur, le 25 septembre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ANNEXE V

##### *Prestations obligatoires d'entretien*

Selon le type d'équipement, les prestations d'entretien portent au minimum sur les vérifications et contrôles suivants qui sont consignés dans un journal d'exploitation :

- Vérification de la date de la dernière purge des boues.
- Vérification de la date du dernier entretien.
- Contrôle fonctionnel de tous les composants mécaniques et électrotechniques.
- Maintenance de l'aérateur immergé et des pompes, nettoyage de la pompe, vérification de l'étanchéité des raccords conduites eau, air, boues.
- Vérification de la teneur en oxygène des eaux usées et, le cas échéant, adaptation des temps de service pour l'aérateur immergé.
- Vérification de la DCO.
- Vérification du volume des boues après la phase d'épuration secondaire et réglage de recirculation (facultatif suivant le procédé mis en œuvre).
- Vérification de la hauteur précise des boues dans le compartiment de stockage avec demande à l'exploitant de déclencher si nécessaire la procédure d'évacuation des boues par un vidangeur agréé.
- Réalisation des travaux de nettoyage d'ordre général, par exemple élimination des dépôts.

Noter dans le journal d'exploitation les travaux de maintenance réalisés et le résultat de l'analyse de la DCO.

L'intervalle entre deux visites d'entretien ne peut excéder un an.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle.

Namur, le 25 septembre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ANNEXE VI

##### *Etablissements existants - Conditions d'émission*

a) Unités d'épuration individuelle :

Paramètres	Concentration	Méthode de mesure de référence
Demande biochimique en oxygène (DBO <sub>5</sub> à 20 °C) sans nitrification)	70 mg/l O <sub>2</sub>	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté.
Demande chimique en oxygène (DCO)	180 mg/l O <sub>2</sub>	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté.
Total des matières solides en suspension	60 mg/l	

(1) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage doivent être effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne doit pas dépasser 150 mg/l.  
Les valeurs numériques se réfèrent à des échantillons ponctuels

b) Installations d'épuration individuelle :

Paramètres	Concentration	Méthode de mesure de référence
Demande biochimique en oxygène (DBO <sub>5</sub> à 20 °C) sans nitrification)	50 mg/l O <sub>2</sub>	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté.
Demande chimique en oxygène (DCO)	160 mg/l O <sub>2</sub>	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté.
Total des matières solides en suspension	60 mg/l	
(1) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage doivent être effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne doit pas dépasser 150 mg/l. Les valeurs numériques se réfèrent à des échantillons ponctuels		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle.

Namur, le 25 septembre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 3772

[2008/203758]

#### 25. SEPTEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Bedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. November 2002 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen;

Aufgrund des am 24. Januar 2007 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 30. Januar 2007 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 11. Juni 2008 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 44.334/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;  
Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Die vorliegenden gesamten Bedingungen sind auf die in den Rubriken 90.11 und 90.12 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten individuellen Kläreinheiten und -anlagen anwendbar.

**Art. 3** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses ist unter bereits bestehendem Betrieb Folgendes zu verstehen: ein vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassener oder gemeldeter Betrieb. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in dem in Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt.

#### KAPITEL II — Standort

**Art. 4** - Die in EGW ausgedrückte Behandlungskapazität wird auf der Grundlage der in der Anlage I angeführten Tabelle berechnet. Die Behandlungskapazität darf nicht unter 5 EGW liegen.

**Art. 5** - § 1 - Jede individuelle Kläreinheit oder -anlage umfasst ein einheitliches Vorbehandlungs- und Stauvolumen, durch das die Retention der Klärschlämme gewährleistet ist und das gemäß der Anlage II dimensioniert ist. Die Vorrichtungen zur Behandlung durch senkrecht zum Abfluss sitzenden Filtern müssen nicht mit einem Vorbehandlungssystem ausgestattet sein.

§ 2 - Jede Übertragung von Substanzen aus dem Volumen für die Schlammspeicherung zum Behandlungsvolumen kann lediglich über die zu diesem Zweck vorgesehenen versenkten Rohrleitungen erfolgen.

Ein Extraktionssystem gewährleistet die wirksame Aufnahme aller übermäßigen Schlämme in das Speichervolumen.

Das Volumen für die Schlamm-speicherung ist mit einem Lüftungssystem mit einem Mindestdurchmesser von 80 mm versehen, das vom Kreislauf des geklärten Wassers und des Regenwassers getrennt und ausreichend hoch angebracht ist, um Geruchsbelästigungen zu vermeiden.

In der Situation des Pumpens des Haushaltsabwassers vor der Vorbehandlung oder Behandlung darf die auf das Klärgerät aufgesetzte punktuelle Abflussmenge keine Funktionsstörung bewirken, die eine Beeinträchtigung der Emissionsbedingungen zur Folge hätte.

Die Wannen, Becken, Abwasserteiche, Kanalisationen und Anschlüsse sind undurchlässig.

§ 3 - Die Behandlung des Haushaltsabwassers durch anaerobe bakteriologische Filter sowie durch aerobe Tropfkörperfilter ist untersagt.

Die Sickervorrichtungen werden nicht als Behandlungsbauteil betrachtet.

§ 4. Die geschlossenen Bauteile, aus denen das individuelle Klärsystem besteht, sind mit nominal mindestens 60 cm großen und mit einem abnehmbaren und leicht zugänglichen Deckel versehenen Öffnungen ausgestattet, die es ermöglichen, die Funktionstüchtigkeit der Vorrichtung zu überprüfen und sie in gutem Zustand zu erhalten.

Der Zugang zum Vorbehandlungsvolumen, sofern er der gleiche ist für andere Teile, gewährleistet den Abzug der Schlämme, ohne dass die Gefahr besteht, die Ausrüstungen und Rohrleitungen zu beschädigen. Die Volumen für die Behandlung und die Nachklärung können einen gemeinsamen Zugang haben.

Die Besichtigungsöffnungen sind ausreichend groß, um die Funktionseinstellungen, die Wartung und das Auswechseln der verbrauchten Teile gemäß den im Betriebshandbuch angeführten Modalitäten vornehmen zu können.

§ 5 - Im Falle von Behandlungsteichen oder jeglicher anderen Behandlungsvorrichtung an der freien Luft, wird der Zugang zum Standort streng kontrolliert.

Im Falle von eingegrabenen Vorrichtungen wird die Zugänglichkeit zu den Becken, sowie zu den Nebengeräten streng kontrolliert.

Der Standort muss zwecks der Wartungs- und Instandhaltungsvorgänge zugänglich sein.

**Art. 6** - Die zum guten Betrieb des individuellen Klärsystems erforderlichen elektromechanischen Geräte sind an einer trockenen und belüfteten Stelle installiert und mit einer Alarmvorrichtung ausgestattet, die vor jeglicher Funktionsstörung warnt.

**Art. 7** - Wenn das Haushaltsabwasser hauptsächlich aus Abwasser aus dem Sektor Lebensmittel-Gaststättengewerbe besteht, ist das Anbringen eines Fettabscheiders von einem Mindestvolumen von 500 Litern für eine individuelle Kläreinheit oder von einem Mindestvolumen von 800 Litern für eine individuelle Kläranlage Pflicht.

**Art. 8** - Mit Ausnahme des eventuellen Fettabscheiders und der elektromechanischen Bauteile werden die Bauteile, aus denen das individuelle Klärsystem besteht, außerhalb der versorgten Gebäude installiert, außer im Falle von Vorrichtungen, die eigens dazu vorgesehen sind, innerhalb der Gebäude installiert zu werden.

**Art. 9** - Die Kontrollvorrichtung ermöglicht die Entnahme einer Flasche mit einem Inhaltsvermögen von mindestens 1 Liter und entspricht den Vorschriften der Anlage III.

**Art. 10** - Das geklärte Wasser aus dem letzten Behandlungsbauteil des individuellen Klärsystems wird nötigenfalls mit Hilfe einer Pumpe durch eine der in der Anlage IV angeführten zugelassenen Vorrichtungen für die Ableitung durch Versickerung abgeleitet oder, falls sich dies nach Abschluss eines Durchlässigkeitstests als unmöglich erweist, einem künstlichen Abflussweg oder einem gewöhnlichen Oberflächengewässer zugeführt.

Um jeder Verstopfungsgefahr vorzubeugen, ist im Falle einer Ableitung des geklärten Wassers durch Versickerung die Installierung eines Filters erforderlich.

Die Ableitung durch eine Sickergrube des Abwassers, das durch eine individuelle Kläreinheit geklärt wurde, die sich nicht in einem Wasserentnahmeschutzgebiet befindet, ist erlaubt, insofern keine andere Ableitungsmöglichkeit besteht.

Die Ableitung durch eine Sickergrube des Abwassers, das durch eine individuelle Kläranlage geklärt wurde, ist verboten.

Die Ableitung des geklärten Wassers in ein Badegebiet ist verboten, außer wenn dieses Wasser vor der Ableitung durch eine zugelassene Desinfektionsvorrichtung desinfiziert wurde.

Die Ableitung des durch eine individuelle Kläranlage geklärten Wassers in ein stromaufwärts gelegenes Gebiet ist verboten, außer wenn dieses Wasser vor der Ableitung durch eine zugelassene Desinfektionsvorrichtung desinfiziert wurde.

### KAPITEL III — *Betrieb - Wartung*

**Art. 11** - Das aus der in der Anlage III festgelegten Kontrollvorrichtung entnommene Wasser muss folgende Emissionsbedingungen erfüllen:

Parameter	Konzentration	Referenzmessmethode
Biochemischer Sauerstoffbedarf in (BSB5 bei 20 °C) ohne Nitrifikation	30 mg/l O <sub>2</sub> (1) oder 50 mg/l O <sub>2</sub> (2)	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantier-te Probe
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	125 mg/l O <sub>2</sub> (1) oder 160 mg/l O <sub>2</sub> (2)	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantier-te Probe
Suspendierte Feststoffe insgesamt (SFS) Fakultativ	40 mg/l (1) oder 60 mg/l (2)	
Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an den gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben darf jedoch nicht mehr als 150 mg/l betragen.		

(1) Durchschnittlich in 24 Stunden.

(2) Maximum an einer Einzelprobe.

**Art. 12** - Nur das Haushaltsabwasser mit Ausnahme des Regenwassers und des klaren parasitären Wassers wird durch das individuelle Klärsystem behandelt. Das Regenwasser und das klare parasitäre Wasser dürfen auf keinen Fall durch eines der Bauteile fließen, aus denen das individuelle Klärsystem besteht.

Falls mehrere Wohnungen an ein und dieselbe individuelle Kläranlage angeschlossen sind, kann das Abwasser in Abweichung von Absatz 1 durch einen bestehenden Mischwasserkanal unter Einhaltung der folgenden Bedingungen abgeleitet werden:

1° es darf kein klares parasitäres Wasser durch den Mischwasserkanal fließen, der das Klärsystem beschickt;

2° vor der individuellen Kläranlage ist eine Vorrichtung für die Kontrolle des Regenwassers installiert, wie beispielsweise ein Regenwasserüberlauf, ein Gewitterauffangbecken oder eine Vorrichtung zur zeitweiligen Wasserspeicherung, durch die eine regulierte Rückführung des Regenwassers in den Vorfluter gewährleistet ist;

3° die individuelle Kläranlage und die Vorrichtung zur Kontrolle des Regenwassers sind derart dimensioniert, dass die in das Klärsystem gelangende eventuelle Regenwasserabflussmenge keine Funktionsstörung bewirken kann, die eine Beeinträchtigung der Funktion und eine Verschlechterung der in Artikel 11 erwähnten Emissionsbedingungen zur Folge hätte.

**Art. 13** - Der Betreiber sorgt für einen guten Betriebszustand seines individuellen Klärsystems. Der Abstand zwischen zwei Wartungen, deren Mindestleistungen in der Anlage V beschrieben werden, darf ein Jahr nicht überschreiten.

Der Abstand zwischen zwei Entleerungen darf für die individuellen Kläreinheiten vier Jahre oder für die individuellen Kläranlagen zwei Jahre nicht überschreiten.

Die individuellen Klärsysteme sowie der Fettabscheider werden von zugelassenen Entleerern entleert.

**Art. 14** - Der Betreiber legt bei jeder Kontrolle den zu diesem Zweck durch die Wallonische Regierung befugten Personen oder Einrichtungen die Wartungsbelege und die von einem zugelassenen Entleerer ausgestellten Entleerungsbescheinigungen vor.

#### KAPITEL IV — Aufhebungs-, Abänderungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 15** - Der Königliche Erlass vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser wird außer Kraft gesetzt, was die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Betriebe betrifft.

**Art. 16** - § 1 - Die Artikel 6, 13 und 14 des vorliegenden Erlasses finden auf die bereits bestehenden Betriebe Anwendung.

§ 2 - Die Artikel 7 und 9 des vorliegenden Erlasses finden am 1. Januar 2010 auf die bereits bestehenden Betriebe Anwendung.

§ 3 - Das geklärte Wasser aus den bereits bestehenden Betrieben erfüllt die Emissionsbedingungen der Anlage VI.

**Art. 17** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2009 in Kraft.

**Art. 18** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. September 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

#### ANLAGE I

##### Der Begriff Einwohnerequivalent

Die Nutzleistung des individuellen Klärsystems wird aufgrund der Anzahl Einwohnerequivalente (EGW) der von dem System versorgten Wohnung oder Gruppe von Wohnungen bestimmt. Sie beträgt mindestens 5 EGW.

Für die Einfamilienwohnungen, die lediglich Haushaltsabwasser erzeugen, wird die täglich erzeugte Belastung durch den der Anzahl Bewohner entsprechenden Einwohnerequivalent ausgedrückt. Im Falle eines Anschlusses mehrerer Wohnungen an ein und dasselbe Klärsystem wird die Schadstoffbelastung auf der Grundlage einer Mindestanzahl von 4 EGW je Wohnung berechnet.

Für die anderen Wohnungen wird die Anzahl Einwohnerequivalente, die der im Haushaltsabwasser enthaltenen Schadstoffbelastung entspricht, wie folgt berechnet:

Gebäude oder Komplex	Anzahl Einwohnerequivalente (EGW)
Fabrik, Werkstatt	1 Arbeiter = 1/2 EGW
Büro	1 Angestellter = 1/3 EGW
Schule ohne Bäder Dusche, Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/10 EGW
Schule mit Bädern, ohne Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/5 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/3 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Internat)*	1 Schüler = 1 EGW
Hotel, Pension*	1 Bett = 1 EGW
Camping - Stellplätze für Durchreisende	1 Stellplatz = 1,5 EGW
Camping - Stellplätze für Dauerbewohner	1 Stellplatz für Dauerbewohner = 2 EGW
Kaserne	1 (vorgesehene) Person = 1 EGW
Restaurant*	1 aufgetragenes Gedeck = 1/4 EGW Anzahl EGW = 1/4 EGW × die durchschnittliche Anzahl der täglich aufgetragenen Gedecke
Theater, Kino, Festsaal, Getränkeauschank	1 Platz = 1/30 EGW
Sportplatz*	1 Platz = 1/20 EGW
Heim, spezifisches Pflegeheim, Gefängnisse*	1 Bett = 1,5 EGW



Für die Gebäude oder Komplexe, die mit einem Sternchen versehen sind, muss die nach der Tabelle berechnete Anzahl EGW je Personalmitglied, das in der Anstalt beschäftigt ist, erhöht werden. Zur Ermittlung der erforderlichen Nutzleistung muss eine eventuelle Zunahme der Anzahl Benutzer des angeschlossenen Gebäudes bzw. Komplexes berücksichtigt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 25. September 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

---

## ANLAGE II

### *Bestimmungen über die Bauteile für die Vorbehandlung und die Schlammspeicherung*

Nennkapazität der Klärung (EGW)	Minimales Nutzvolumen, in m <sup>3</sup> Nur Primärschlamm	Minimales Nutzvolumen, in m <sup>3</sup> Gemischter Schlamm (Primär- und Sekundärschlamm gemischt)
5 - 10	320 l/EGW mit mindestens 3 m <sup>3</sup>	560 l/EGW mit mindestens 3 m <sup>3</sup>
11 - 20	215 l/EGW mit mindestens 3.2 m <sup>3</sup>	350 l/EGW mit mindestens 5.6 m <sup>3</sup>
21 - 50	150 l/EGW mit mindestens 4.3 m <sup>3</sup>	240 l/EGW mit mindestens 7 m <sup>3</sup>
51 - 99	120 l/EGW mit mindestens 7.5 m <sup>3</sup>	180 l/EGW mit mindestens 12 m <sup>3</sup>

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 25. September 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

---

## ANLAGE III

### *Kontrollvorrichtung*

Die in Artikel 9 erwähnte Kontrollvorrichtung wird folgenden Anforderungen gerecht:

- 1° eine leichte Entnahme von Proben des abgeleiteten Wassers ermöglichen;
- 2° leicht zugänglich sein, dies ohne vorherige Formalität;
- 3° an einem Ort installiert sein, der alle Garantien in Bezug auf die Menge und die Qualität des Wassers bietet, entweder:

*a)* im Klärraum integriert: sie wird an der Ausgangsvorrichtung angebracht. Von der Besichtigungskammer aus leicht zugänglich, besteht sie aus einem offenen Leitungsrohr, aus dem das Wasser kurz vor dem Ausgang entnommen werden kann;

*b)* oder in der Besichtigungskammer integriert, die auf eine Entfernung von höchstens 2 Metern nach dem letzten Behandlungsbauteil der Behandlungskette angebracht wird: mit einer Öffnung mit einem Nennmaß von 60 cm versehen, ermöglicht die Besichtigungskammer, dass das Wasser direkt unterhalb des Einlaufrohrs in der besagten Besichtigungskammer entnommen werden kann.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 25. September 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## ANHANG IV

*Dimensionierung der Vorrichtungen für die Ableitung durch Versickerung*

Die Dimensionierung der Vorrichtung für die Ableitung durch Versickerung ist Gegenstand einer Berechnung, die mehrere Parameter im Zusammenhang mit den vorhandenen Bodeneigenschaften mit einbezieht.

Falls durch dieselbe Vorrichtung Regenwasser abgeleitet wird, muss in den Dimensionierungsgrundlagen die durch das Regenwasser erzeugte zusätzliche Abflussmenge berücksichtigt werden.

## a) Art des Bodens und Sickergeschwindigkeit:

Sandboden: Sickergeschwindigkeit zwischen  $4 \cdot 10^{-3}$  m/s und  $2 \cdot 10^{-5}$  m/s.

sandig-lehmiger Boden: Sickergeschwindigkeit zwischen  $2 \cdot 10^{-5}$  m/s und  $6 \cdot 10^{-6}$  m/s.

Lehmboden: Sickergeschwindigkeit zwischen  $6 \cdot 10^{-6}$  m/s und  $10^{-6}$  m/s.

Für Sickergeschwindigkeiten über  $4 \cdot 10^{-3}$  m/s und unter  $10^{-6}$  m/s kommt die Versickerung nicht in Betracht.

Die Sickergeschwindigkeit muss an Ort und Stelle durch einen Durchlässigkeitstest gemessen werden.

## b) Tiefe der Grundwasserleitschicht:

Wenn die Grundwasserleitschicht weniger als 1 m tief ist, kann die Ableitung des geklärten Wassers nur durch einen Filtrierhügel über dem Boden oder durch eine andere zugelassene Ableitungsmethode als die Versickerung erfolgen.

## c) Entwässerungsgräben oder Sickerleitungen:

Maximale Länge: 30 Meter ab der Zulaufstelle.

Minimaler Querschnitt: 0,6 m × 0,6 m

Der Achsabstand zwischen jedem Graben oder jeder Leitung darf nicht unter 2 m liegen.

Boden	Tiefe der Grundwasser-leitschicht in m (N)	Minimale Gesamtlänge der Leitungen in m, für eine Kapazität von 5 EGW	Zusätzliche Länge in m je EGW
Sandig	1 < N < 1,5	35	8
	N > 1,5	25	
Sandig-lehmig	1 < N < 1,5	50	13
	N > 1,5	42	
Lehmig	1 < N < 1,5	85	17
	N > 1,5	70	

## d) Filtrierhügel - Minimale Höhe 0,70 m

Boden	Minimale Fläche des Filters in m <sup>2</sup> , für eine Kapazität von 5 EGW	Zusätzliche Fläche je EGW in m <sup>2</sup>
Sandig	35	6,5
Sandig-lehmig	55	11
Lehmig	75	16,6

## e) Sandfilter - Minimale Dicke 0,75 m.

Boden	Minimale Fläche des Filters in m <sup>2</sup> , für eine Kapazität von 5 EGW	Zusätzliche Fläche je EGW in m <sup>2</sup>
Sandig Sandig-lehmig Lehmig	40	8,5

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 25. September 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## ANLAGE V

*Vorgeschriebene Wartungsleistungen*

Je nach dem Ausstattungstyp beziehen sich die Wartungsleistungen mindestens auf die nachstehenden Überprüfungen und Kontrollen, die im Betriebstagebuch festgehalten werden:

- Überprüfung des Datums der letzten Entschlammung;
- Überprüfung des Datums der letzten Wartung;
- Funktionskontrolle aller mechanischen und elektrotechnischen Bestandteile;
- Instandhaltung des Tauchbelüfters und der Pumpen, Reinigung der Pumpe, Überprüfung der Dichtigkeit der Leitungsanschlüsse für Wasser, Luft, Schlamm;
- Überprüfung des Sauerstoffgehalts des Abwassers und gegebenenfalls Anpassung der Betriebsdauer für den Tauchbelüfter;
- Überprüfung des chemischen Sauerstoffbedarfs (CSB);
- Überprüfung des Schlammvolumens nach der Phase der sekundären Klärung und Regelung des Schlammrücklaufs (fakultativ je nach dem eingesetzten Verfahren);
- Überprüfung der genauen Höhe des Schlammes im Speicherraum, wobei der Betreiber gebeten wird, das Verfahren der Schlammmentleerung durch einen zugelassenen Entleerer in Gang zu setzen;
- Durchführung der Reinigungsarbeiten im Allgemeinen, zum Beispiel Beseitigung der Ablagerungen.

Eintragung ins Betriebstagebuch der durchgeführten Wartungsarbeiten und des Ergebnisses der CSB-Analysen.

Der Abstand zwischen zwei Wartungsbesuchen darf ein Jahr nicht überschreiten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 25. September 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## ANLAGE VI

*Bestehende Betriebe - Emissionsbedingungen*

a) Individuelle Kläreinheiten:

Parameter	Konzentration	Referenzmessmethode
Biochemischer Sauerstoffbedarf in (BSB5 bei 20 °C) ohne Nitrifikation	70 mg/l O <sub>2</sub>	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierete Probe
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	180 mg/l O <sub>2</sub>	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierete Probe
Suspendierter Feststoff insgesamt	60 mg/l	
(1) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben darf jedoch nicht mehr als 150 mg/l betragen. Die Zahlenwerte beziehen sich auf Einzelproben		

b) Individuelle Kläranlagen:

Parameter	Konzentration	Referenzmessmethode
Biochemischer Sauerstoffbedarf in (BSB5 bei 20 °C) ohne Nitrifikation	50 mg/l O <sub>2</sub>	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierete Probe
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	160 mg/l O <sub>2</sub>	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierete Probe
Suspendierter Feststoff insgesamt	60 mg/l	
(1) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben darf jedoch nicht mehr als 150 mg/l betragen. Die Zahlenwerte beziehen sich auf Einzelproben		

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 25. September 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 3772

[2008/203758]

**25 SEPTEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering  
tot bepaling van de integrale voorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties;

Gelet op het advies van de Wateradviescommissie, gegeven op 24 januari 2007;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 30 januari 2007;

Gelet op het advies nr. 44.334/4 van de Raad van State, gegeven op 11 juni 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

**Art. 2.** Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de individuele zuiveringseenheden en -installaties bedoeld in de rubrieken 90.11 en 90.12 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

**Art. 3.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder bestaande inrichting: inrichting die behoorlijk vergund of aangegeven is vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De ombouw of uitbreiding van een inrichting die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit vermeld heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging*

**Art. 4.** De in IE uitgedrukte behandelingscapaciteit wordt berekend op grond van de tabel in bijlage I. De behandelingscapaciteit mag niet kleiner zijn dan 5 IE.

**Art. 5.** § 1. Elke individuele zuiveringseenheid of -installatie omvat een eenmalig voorbehandelings- en opslagvolume dat een slibretentie garandeert en waarvan de afmetingen de voorwaarden van bijlage II naleven.

De behandelingsvoorzieningen via ingestoken filters met verticale afvoer moeten niet met een voorbehandeling worden uitgerust.

§ 2. Elke overbrenging van stoffen tussen het slibopslagvolume en het behandelingsvolume kan slechts gebeuren via de onder water liggende leidingen die daartoe voorzien zijn.

Het overtollige slib wordt door een extractiesysteem efficiënt afgevoerd naar het opslagvolume.

Het slibopslagvolume is voorzien van een ventilatiesysteem met een minimumdoorsnede van 80 mm. Dat systeem wordt gescheiden van het circuit van het gezuiverde water en van het regenwater en hoog genoeg geplaatst om geurhinder te voorkomen.

In geval van opvoer van het huishoudelijk afvalwater vóór de voorbehandeling en de behandeling mag het punctuele debiet dat op het zuiveringsapparaat wordt toegepast de goede werking ervan niet storen en blijft het zodoende aan de emissievoorwaarden voldoen.

De kuipen, bekkens, bassins, leidingen en aansluitingen zijn waterdicht

§ 3. Het is verboden huishoudelijk afvalwater met een anaërobe bacteriefilter of een aërobe percolatie te behandelen.

De infiltratievoorzieningen worden niet als behandelingselement beschouwd.

§ 4. De gesloten elementen van het individueel zuiveringssysteem zijn voorzien van openingen met een nominale afmeting van minimum 60 cm en van een afneembaar en toegankelijk deksel om te kunnen controleren of de apparatuur functioneert en om ze te onderhouden.

De toegang tot het voorbehandelingsvolume, indien het verband houdt met met andere delen, garandeert het onttrekken van het slib zonder risico van beschadiging van de apparatuur en leidingen. De behandelings- en de secundaire zuiveringsvolumes kunnen een gemeenschappelijke toegang hebben.

De afmeting van de bezoekenopeningen laat toe om de regeling van de werking, het onderhoud en de vervanging van de versleten stukken uit te voeren volgens de modaliteiten opgenomen in de exploitatiehandleiding.

§ 5. In het geval van bassins of andere behandelingsvoorzieningen in open lucht wordt de toegang tot de site streng gecontroleerd.

In het geval van ingegraven voorzieningen wordt de toegankelijkheid tot de kuipen alsook tot de bijkomende apparatuur streng gecontroleerd

De site moet toegankelijk zijn met het oog op onderhoudshandelingen.

**Art. 6.** De elektromechanische toestellen die nodig zijn voor de vlotte werking van het individueel zuiveringssysteem worden op een droge, verluchte plek geïnstalleerd die voorzien is van een alarmsysteem dat op elke stoornis wijst.

**Art. 7.** Als het huishoudelijk afvalwater voornamelijk bestaat uit water uit het restaurantwezen, is de installatie van een ontvetter met een minimumvolume van 500 liter voor een individuele zuiveringseenheid of met een minimumvolume van 800 liter voor een individuele zuiveringsinstallatie verplicht.

**Art. 8.** Met uitzondering van de eventuele ontvetter en van de elektromechanische elementen worden de elementen van het individueel zuiveringssysteem buiten de bediende gebouwen geplaatst, behalve de voorzieningen die specifiek in de gebouwen geplaatst moeten worden.

**Art. 9.** De controlevoorziening laat een monsterneming met een flesje van minstens 1 liter toe en voldoet aan de voorschriften opgenomen in bijlage III.

**Art. 10.** Gezuiverd water afkomstig van het laatste behandelingselement van het individueel zuiveringssysteem wordt desnoods d.m.v. een opvoerpomp afgevoerd via een goedgekeurd systeem voor afvoer door infiltratie bedoeld in bijlage IV of, indien dit onmogelijk blijkt na een permeabiliteitstest, in een kunstmatige afvloeiingsweg of in gewoon oppervlaktewater.

Om elk gevaar voor opvulling te voorkomen is de aanleg van een filter aanbevolen wanneer het gezuiverde water door infiltratie wordt afgevoerd.

Water dat gezuiverd wordt door een individuele zuiveringseenheid die zich buiten een winningsbeschermingsgebied bevindt, mag via een zinkput afgevoerd worden indien het niet anders kan.

Water dat door een individuele zuiveringsinstallatie gezuiverd wordt, mag niet via een zinkput afgevoerd worden.

Het is verboden gezuiverd water in een badzone te lozen, tenzij het eerst door een erkend ontsmettingsstelsel wordt ontsmet.

Water dat door een individuele zuiveringsinstallatie gezuiverd wordt, mag niet in een zone stroomopwaarts geloosd worden, tenzij het eerst door een erkend ontsmettingsstelsel wordt ontsmet.

#### HOOFDSTUK III. — *Exploitatie - Onderhoud*

**Art. 11.** Water waarvan een monster wordt genomen via de controlevoorziening omschreven in bijlage III, voldoet aan de volgende emissievoorwaarden :

Parameters	Concentratie	Referentiemeetmethode
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV5 bij 20 °C) zonder nitrificatie)	30 mg/l O <sub>2</sub> (1) of 50 mg/l O <sub>2</sub> (2)	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster.
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	125 mg/l O <sub>2</sub> (1) of 160 mg/l O <sub>2</sub> (2)	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster.
Totale hoeveelheid gesuspenderde stoffen Facultatief	40 mg/l (1) of 60 mg/l (2)	
De analyses betreffende lozingen uit bezinkbassins worden verricht met gefilterde monsters; de concentratie van de totale gesuspenderde vaste stoffen in ongefilterde watermonsters is evenwel niet hoger dan 150 mg/l.		

(1) Gemiddeld over 24 uur.

(2) Maximum op een punctuele monsterneming.

**Art. 12.** Enkel huishoudelijk afvalwater, met uitzondering van regenwater en helder parasietwater, wordt door het individueel zuiveringssysteem behandeld. Regenwater en helder parasietwater mogen in geen geval in één van de bestanddelen van het individueel zuiveringssysteem terecht komen.

In afwijking van het eerste lid, kan afvalwater afgevoerd worden via een bestaande unitaire riolering als verschillende woningen aangesloten zijn op hetzelfde individuele zuiveringssysteem, met inachtneming van de volgende bepalingen :

1° er vloeit geen helder parasietwater door de unitaire riolering die de individuele zuiveringsinstallatie bevoorraadt;

2° het regenwater komt eerst terecht in een voorziening voor het beheer van regenwater, zoals een overstort, een vergaarkom of een opslagvoorziening die voor een gereguleerde teruggave van het regenwater in het opvangmilieu zorgt vooraleer het de individuele zuiveringsinstallatie bereikt;

3° de individuele zuiveringsinstallatie en de voorziening voor het beheer van het regenwater zijn gedimensioneerd zodat het eventuele bijkomende regenwaterdebiet de werking ervan niet kan hinderen en blijft voldoen aan de emissievoorwaarden bedoeld in artikel 11.

**Art. 13.** De exploitant zorgt voor de goede staat van werking van zijn individueel zuiveringssysteem. De tussentijd tussen twee onderhouds, waarvan de minimumprestaties in bijlage V omschreven worden, bedraagt hoogstens één jaar.

De tussentijd tussen 2 ledigingen bedraagt hoogstens vier jaar voor individuele zuiveringseenheden of hoogstens twee jaar voor individuele zuiveringsinstallaties.

Individuele zuiveringssystemen en ontvetters worden door erkende ruimers geleidigd.

**Art. 14.** De bewijsstukken inzake het onderhoud en de door een erkende opruimer opgemaakte opruimingsattesten worden bij elke controle door de exploitant overgelegd aan de personen of instellingen die de Waalse Regering daartoe gemachtigd heeft.

#### HOOFDSTUK IV. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 15.** Het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater wordt opgeheven wat betreft de inrichtingen bedoeld in dit besluit

**Art. 16.** § 1. De artikelen 6, 13 en 14 van dit besluit zijn van toepassing op de bestaande inrichtingen.

§ 2. De artikelen 7 en 9 van dit besluit zijn van toepassing op de bestaande inrichtingen vanaf 1 januari 2010.

§ 3. Gezuiverd water uit de bestaande inrichtingen voldoet aan de emissievoorwaarden van bijlage VI.

**Art. 17.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

**Art. 18.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 september 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## BIJLAGE I

*Begrip inwonerequivalent*

De nuttige capaciteit van het individuele zuiveringssysteem wordt bepaald op grond van het aantal inwonerequivalenten (IE) van de op het individuele zuiveringssysteem aangesloten woning of wooncomplexen. Ze bedraagt minstens 5 IE.

Er wordt vanuit gegaan dat de dagelijks voortgebrachte vuilvracht voor eengezinswoningen die slechts huishoudelijk afvalwater voortbrengen, gelijk is aan een aantal inwonerequivalenten dat overeenstemt met het aantal bewoners. Als verschillende woningen op hetzelfde individueel zuiveringssysteem aangesloten zijn, wordt uitgegaan van minimum 4 IE per woning voor de berekening van de vuilvracht.

Voor de andere gebouwen wordt het aantal inwonerequivalenten dat overeenstemt met de vuilvracht van het huishoudelijk afvalwater, berekend als volgt :

Gebouw of complex	Aantal inwonerequivalent (IE)
Fabriek, werkplaats	1 werkmans = 1/2 IE
Kantoor	1 bediende = 1/3 IE
School zonder baden, stortbaden of keuken (externaat)*	1 leerling = 1/10 IE
School met baden en zonder keuken (externaat)*	1 leerling = 1/5 IE
School met baden en keuken (externaat)*	1 leerling = 1/3 IE
School met baden en keuken (internaat)*	1 leerling = 1 IE
Hotel, pension*	1 bed = 1 IE
Camping - doorreisplaats	1 plaats = 1,5 IE
Camping - verblijfplaats	1 verblijfplaats = 2 IE
Kazerne	1 persoon (voorzien) = 1 IE
Restaurant*	1 opgediende maaltijd = 1/4 IE Aantal IE = 1/4 IE × gemiddeld aantal maaltijden opgediend per dag
Theater, bioscoop, feestzaal, slijterijen van dranken	1 plaats = 1/30 IE
Sportpark	1 plaats = 1/20 IE
Home, centrum voor specifieke verzorging, gevangenis*	1 bed = 1,5 IE

Voor de met een \* aangeduide gebouwen of complexen wordt het op grond van de tabel berekend aantal IE verhoogd met 1/2 IE per personeelslid dat in de instelling tewerkgesteld is. Voor de bepaling van de vereiste nuttige capaciteit wordt rekening gehouden met een eventuele vermeerdering van het aantal gebruikers van het aangesloten gebouw of complex.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties.

Namen, 25 september 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## BIJLAGE II

*Bepalingen betreffende de elementen inzake voorbehandeling en slibopslag*

Nominale zuiveringscapaciteit (IE)	Minimum bruikbaar volume, in m <sup>3</sup> Uitsluitend primair slib	Minimum bruikbaar volume, in m <sup>3</sup> Gemengd slib (primair en secundair slib gemengd)
5 - 10	320 l/IE met een minimum van 3 m <sup>3</sup>	560 l/IE met een minimum van 3 m <sup>3</sup>
11 - 20	215 l/IE met een minimum van 3.2 m <sup>3</sup>	350 l/IE met een minimum van 5.6 m <sup>3</sup>
21 - 50	150 l/IE met een minimum van 4.3 m <sup>3</sup>	240 l/IE met een minimum van 7 m <sup>3</sup>
51 - 99	120 l/IE met een minimum van 7.5 m <sup>3</sup>	180 l/IE met een minimum van 12 m <sup>3</sup>

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties.

Namen, 25 september 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

BIJLAGE III  
Controlevoorziening

De controlevoorziening bedoeld in artikel 9 voldoet aan de volgende eisen :

1° een vlotte monsterneming van het geloosde gezuiverde water mogelijk maken;

2° vlot toegankelijk zijn, zonder voorafgaande formaliteit;

3° geïnstalleerd zijn op een plek die alle garanties biedt inzake waterkwantiteit en -kwaliteit, hetzij :

a) geïntegreerd in het zuiveringscompartiment : ze wordt op de uitgangsvoorziening aangebracht. vlotte toegang vanaf het toegangsluik, ze bestaat uit een open leiding die een monsterneming van het water juist vóór de uitgang mogelijk maakt;

b) hetzij in het mangat geïntegreerd op een afstand van maximum 2 meter na het laatste element van de behandeling : het mangat is voorzien van een opening met een nominale afmeting van 60 cm en laat de rechtstreekse monsterneming toe onder de leiding van het water dat in het mangat binnenkomt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties.

Namen, 25 september 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

BIJLAGE IV  
Dimensionering van de afvoervoorzieningen via infiltratie

De dimensionering van de afvoervoorziening via infiltratie maakt het voorwerp uit van een berekeningsnota waarin verschillende parameters betreffende de kenmerken van de bodem opgenomen worden.

Als het regenwater langs dezelfde voorziening afgevoerd wordt, houden de dimensioneringsgrondslagen rekening met het bijkomende regenwaterdebiet.

a) Bodemtype en infiltratiesnelheid :

Zandbodem : infiltratiesnelheid tussen  $4.10^{-3}$  m/s en  $2.10^{-5}$  m/s.

Zand-leembodem : infiltratiesnelheid tussen  $2.10^{-5}$  m/s en  $6.10^{-6}$  m/s.

Leembodem : infiltratiesnelheid tussen  $6.10^{-6}$  m/s en  $10^{-6}$  m/s.

De infiltratie kan niet overwogen worden voor infiltratiesnelheden hoger dan  $4.10^{-3}$  m/s en lager dan  $10^{-6}$  m/s.

De infiltratiesnelheid wordt in situ gemeten via een permeabiliteitstest.

b) Diepte van het grondwater :

Als het grondwater niet dieper is dan 1 m, kan het gezuiverde water uitsluitend afgevoerd worden via een bovengrondse infiltratieheuvel of via een andere toegelaten afvoerwijze.

c) Infiltratiesleuven of dispersiedraineerbuisen :

Maximumlengte : 30 meter vanaf het voedingspunt.

Minimale sectie van 0,6 m × 0,6 m

De asafstand tussen elke sleuf of draineerbuis mag niet minder dan 2 m bedragen :

Bodem	Diepte van het grondwater in m (N)	Min. totaallengte van de draineerbuisen in m, voor een capaciteit van 5 IE	Bijkomende lengte in m per IE
Zandbodem	1 < N < 1,5	35	8
	N > 1,5	25	
Zand-leembodem	1 < N < 1,5	50	13
	N > 1,5	42	
Leembodem	1 < N < 1,5	85	17
	N > 1,5	70	

d) Infiltratieheuvel - Minimale hoogte van 0,70 m :

Bodem	Min. oppervlakte van de filter in m <sup>2</sup> voor een capaciteit van 5 IE	Bijkomende oppervlakte per IE in m <sup>2</sup>
Zandbodem	35	6,5
Zand-leembodem	55	11
Leembodem	75	16,6

e) Zandfilter - Minimale dikte van 0,75 m :

Bodem	Min oppervlakte van de filter in m <sup>2</sup> voor een capaciteit van 5 IE	Bijkomende oppervlakte per IE in m <sup>2</sup>
Zandbodem Zand-leembodem Leembodem	40	8,5

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties.

Namen, 25 september 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## BIJLAGE V

*Verplichte onderhoudsprestaties*

Al naar gelang van het soort uitrusting hebben de onderhoudsprestaties hoe dan ook betrekking op de volgende verificaties en controles, die in een exploitatiedagboek worden opgenomen :

- Verificatie van de datum van de laatste slibzuivering.
- Verificatie van de datum van het laatste onderhoud.
- Functionele controle van elk mechanisch en elektrotechnisch bestanddeel.
- Onderhoud van de onder water liggende luchtververser en van de pompen, reiniging van de pomp, verificatie van de dichtheid van de aansluitingen van de leidingen voor water, lucht, slib.
- Verificatie van het zuurstofgehalte van het afvalwater en, desgevallend, aanpassing van de diensttijd voor de onder water liggende luchtververser.
- Verificatie van het chemisch zuurstofverbruik (CZV).
- Verificatie van het slibvolume na de fase van secundaire zuivering en regeling van de hercirculatie (facultatief al naar gelang van het gebruikte procédé).
- Verificatie van de exacte hoogte van het slib in het opslagcompartiment waarbij aan de exploitant gevraagd wordt om, indien nodig, de procedure inzake afvoer van het slib door een erkende opruimer op te starten.
- Uitvoering van de algemene reinigingswerken, bijvoorbeeld verwijdering van afzettingen.

De uitgevoerde onderhoudswerken en het resultaat van de analyse van het CZV in het dagboek voor de exploitatie opschrijven.

De tussentijd tussen 2 onderhoudsbezoeken bedraagt hoogstens één jaar.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties.

Namen, 25 september 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN  
BIJLAGE IV

*Bestaande inrichtingen - Emissievoorwaarden*

a) Individuele zuiveringseenheid :

Parameters	Concentratie	Referentiemethode voor de analyse
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV5 bij 20 °C) zonder nitrificatie)	70 mg/l O <sub>2</sub>	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster.
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	180 mg/l O <sub>2</sub>	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster.
Totale hoeveelheid gesuspendeerde stoffen	60 mg/l	
(1) De analyses betreffende lozingen uit bezinkbassins moeten verricht worden met gefilterde monsters; de concentratie van de totale gesuspendeerde vaste stoffen in ongefildere watermonsters mag evenwel niet hoger zijn dan 150 mg/l. De numerieke waarden hebben betrekking op punctuele monsternemingen		

b) Individuele zuiveringsinstallaties :

Parameters	Concentratie	Referentiemethode voor de analyse
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV5 bij 20 °C) zonder nitrificatie)	50 mg/l O <sub>2</sub>	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster.
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	160 mg/l O <sub>2</sub>	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster.
Totale hoeveelheid gesuspendeerde stoffen	60 mg/l	
(1) De analyses betreffende lozingen uit bezinkbassins moeten verricht worden met gefilterde monsters; de concentratie van de totale gesuspendeerde vaste stoffen in ongefildere watermonsters mag evenwel niet hoger zijn dan 150 mg/l. De numerieke waarden hebben betrekking op punctuele monsternemingen		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties.

Namen, 25 september 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN